



Hellenic Business Council



FORUM RÉGIONAL

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA RÉGION DE LA MER NOIRE : QUELLES PRIORITÉS ?

Conjointement organisé par

LE HELLENIC BUSINESS COUNCIL

ET

LE CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

SOUS LES AUSPICES DU MINISTÈRE GREC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Thessalonique, 24-25 février 2005

Contacts :

M. Federico Bonaglia, Économiste, Centre de développement de l'OCDE, Paris,
Courriel : Federico.Bonaglia@oecd.org, Tél. : +33 1 45.24.96.03

Mme Sophia Kokoni, Centre de développement de l'OCDE, Paris,
Courriel : bsec.forum@oecd.org, Tél. : +33 1 45.24.95.71, Télécopie : +33 1 44 30 61 50

Mme Maria Triantafyllou, Hellenic Business Council, Athènes,
Courriel : mtriant@acci.gr, Tél. : +30 210 3619241 ou +30 210 3624643.

Mme Marika S. Karayianni, conseiller spécial du vice-ministre des Affaires étrangères, Athènes,
Courriel : mk@mfa.gr, Tél. : +30 210 368 4021

FORUM RÉGIONAL

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA RÉGION DE LA MER NOIRE : QUELLES PRIORITÉS ?

Finalité

1. La région de la mer Noire occupe une place stratégique aux confins de l'Europe et de l'Asie. Elle dispose par ailleurs d'abondantes ressources naturelles et d'une main-d'œuvre qualifiée. A la fois séparément et en tant que membres d'un groupement régional – la Coopération économique de la mer Noire (CEMN) – dont l'objectif est de promouvoir la coopération économique et politique, les pays de la région de la mer Noire sont en train de prendre des mesures décisives pour améliorer leur compétitivité et l'environnement des affaires. Le processus d'apprentissage mutuel mis en œuvre par la CEMN se voit aujourd'hui consolidé par l'implication d'organisations intergouvernementales et internationales – à l'instar de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de la Banque mondiale (BM), de la Commission européenne (CE) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) – qui partagent leurs bonnes pratiques en matière de renforcement du secteur privé dans la région. Certains pays de la CEMN ont déjà fait des progrès considérables en termes de réformes économiques et de renforcement des institutions. Ces efforts commencent à porter leurs fruits, se traduisant par des exportations et des investissements de la part des pays de l'OCDE en pleine expansion.

2. L'importance d'un contexte propice au développement du secteur privé, condition nécessaire pour relancer la croissance et parvenir à une plus grande cohésion sociale, fait l'objet d'un consensus grandissant. L'exploitation d'un tel potentiel passe par des actions visant à améliorer l'environnement des affaires, nouer des partenariats constructifs entre pouvoirs publics, entreprises et société civile, renforcer la cohérence entre les ordres de jour politiques et sociaux et améliorer les atouts du pays (éducation, infrastructures, institutions, etc.).

3. Malgré ces évolutions positives, tous les pays de la région ne sont pas encore parvenus à faire de ces opportunités économiques réelles un développement durable à long terme. Les pays à faible revenu de la CEMN restent encore lourdement tributaires de quelques produits primaires, avec un secteur privé souvent fragile et déconnecté des réseaux internationaux de production. De fait, la transition vers une véritable économie de marché n'étant pas achevée, ces pays sont confrontés à une double difficulté : ils doivent trouver des solutions pour que leurs atouts attirent des investissements directs intérieurs et étrangers afin de stimuler la croissance et de réduire la pauvreté ; mais ils doivent aussi adopter des mesures adéquates de gouvernance capables d'assurer que cette richesse « naturelle » ne devienne pas une malédiction.

4. Depuis sa création, la CEMN a intensifié la coopération entre ses États membres et l'Union européenne dans des domaines prioritaires tels que l'énergie, le renforcement des institutions et la gouvernance, ainsi que les échanges et le développement économique. Outre une expertise reconnue dans ces domaines, l'OCDE a à son actif de vastes opérations d'ouverture. Ainsi, l'Organisation a joué un rôle de premier plan

dans le cadre de l'accord sur les investissements pour la réforme, l'investissement, l'intégrité et la croissance en Europe du Sud-Est (« Investment Compact ») qui a permis de poser les jalons d'une coopération fructueuse avec certains pays de la région.

5. Au vu de ces engagements, le Hellenic Business Council (HBC – Conseil hellénique des affaires) et le Centre de développement de l'OCDE organisent conjointement, sous les auspices du ministère grec des Affaires étrangères, un forum régional sur le développement du secteur privé dans la région CEMN. Le Centre de développement possède une longue tradition d'analyse et de dialogue sur les politiques dans le domaine du développement – sans compter que, à la suite notamment de l'entrée de la Roumanie parmi les pays membres de son comité directeur, il vient d'élargir des activités à la région. Le HBC, membre du BSEC Business Council (Conseil économique de la CEMN), œuvre depuis sa création à renforcer la coopération entre les entreprises de ses États membres et à garantir que ces acteurs contribuent véritablement au développement économique et social de la région. Il a notamment permis d'informer les politiques visant à instaurer un environnement propice à la promotion des échanges et de l'investissement.

6. Ce forum régional sera l'occasion pour les différentes parties prenantes de la région de discuter des principales opportunités et contraintes du développement du secteur privé dans les pays de la CEMN. Il fait par ailleurs suite au séminaire d'experts sur les liens commerce/investissement dans les pays du Caucase et de l'Asie centrale, organisé par le Centre de développement à Istanbul en février 2004, dont il entend élargir les perspectives. L'OCDE et les institutions de la CEMN seront les animateurs de ce forum et partageront avec les participants locaux, grâce à leur expertise dans ces domaines, les leçons et les bonnes pratiques en matière de promotion de la coopération dans le secteur de l'énergie. La participation d'un grand nombre de représentants de premier plan du secteur privé est vivement encouragée pour garantir l'adéquation des débats aux préoccupations du monde des affaires et pour apporter un éclairage complémentaire au dialogue en cours au sein de la CEMN entre secteur public et secteur privé.

Structure

7. Le forum est organisé dans le cadre de la présidence grecque de la CEMN (1^{er} novembre 2004 – 30 avril 2005) et se déroulera les 24 et 25 février 2005 à Thessalonique – qui est à la fois le port le plus dynamique du Sud-Est de l'Europe et le siège de nombreuses entreprises opérant dans la région mais aussi de représentations d'organisations européennes et internationales.

8. Ce forum entend favoriser le dialogue sur les politiques entre le secteur privé, les pouvoirs publics et les organisations internationales. A cet effet, chaque pays membre de la CEMN est invité à envoyer une délégation rassemblant notamment des représentants des instances officielles et du secteur privé. Le forum pourra également être ouvert à des experts et des investisseurs de pays voisins.

9. La délégation de l'OCDE sera conduite par le secrétaire général adjoint, M. Kiyoo Akasaka. Elle sera également composée de la directrice du Centre de développement (DEV), Mme Louka T. Katseli et de membres du Centre ainsi que de personnels de différentes directions de l'OCDE (Coopération au développement [DCD], Affaires financières et entreprises [DAF], Gouvernance publique et développement territorial [GOV] et Échanges [ECH]) et de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). D'autres experts d'organisations régionales et internationales concernées par ces questions seront aussi invités.

Thèmes de discussion

10. Le forum se déroulera sur deux journées. Les quatre sessions organisées le premier jour permettront de traiter des différentes possibilités de renforcement des échanges et de l'investissement dans la région et du cadre politique nécessaire. Le second jour sera consacré à l'étude de solutions pour consolider la coopération inter-entreprises dans certains secteurs, notamment les transports et la communication,

l'industrie manufacturière, l'énergie et les services. Chaque session discutera d'expériences et de projets visant à développer le secteur privé dans différentes branches de l'économie en tenant compte des contraintes imposées par les réalités régionales et en cherchant des moyens pour y remédier. Une dernière session permettra de faire la synthèse des principales conclusions du forum et de tracer quelques pistes d'avenir.

1. Cadre politique pour le développement du secteur privé dans la région CEMN

- **Session I – Perspectives économiques et politiques pour la région CEMN :** cette session sera l'occasion de présenter les perspectives économiques de la région CEMN et de planter le décor afin de pouvoir passer en revue les questions qui se posent, de parvenir à une appréhension commune des opportunités et des défis du développement du secteur privé dans la région et d'étudier les bienfaits potentiels d'une coopération régionale accrue.
- **Session II – Perspectives de coopération inter-entreprises dans la région CEMN :** cette session s'intéressera, en se plaçant du point de vue des entreprises, aux grandes opportunités et priorités politiques pour développer les échanges et l'investissement dans la région.
- **Session III – L'environnement des affaires : quel rôle pour des politiques d'appui aux échanges et à l'investissement ?** Cette session portera sur les réponses politiques des pouvoirs publics face aux défis identifiés précédemment. Elle s'attachera notamment aux modalités de coopération des États en vue de renforcer la collaboration régionale – en étudiant en particulier des solutions pour l'amélioration de l'environnement des affaires, des infrastructures et de la facilitation des échanges.
- **Session IV – Renforcement des institutions et bonne gouvernance. Leçons de l'expérience :** cette session traitera de l'expérience de pays de la région à la suite de leurs efforts de promotion d'un renouveau institutionnel et d'une bonne gouvernance dans le domaine des échanges, de l'investissement et de la coopération internationale. Quelles leçons réciproques les pays de la CEMN peuvent-ils tirer de ces expériences ainsi que de celles des pays européens voisins en matière de gouvernance publique et de réforme réglementaire ? Quel rôle peuvent jouer aujourd'hui des programmes de partenariat entre la CEMN et des organisations intergouvernementales telles que l'OCDE ?

2. Accroître la coopération inter-entreprises dans des secteurs spécifiques

- **Infrastructures, transports et communication.** Cette session étudiera les politiques et l'investissement dans le domaine des infrastructures de transport et de communication ainsi que leur rôle possible pour relancer les échanges et l'investissement intra et extra-régionaux.
- **Secteur manufacturier.** Cette session se penchera sur l'évolution de l'industrie manufacturière dans des secteurs adaptés à la région et mettra en évidence les nouveaux enjeux et les réponses politiques à y apporter.
- **Secteur de l'énergie.** Cette session s'intéressera aux perspectives énergétiques de la région et analysera les opportunités et les contraintes liées à une amélioration des politiques et de la coopération en matière d'énergie dans la région.
- **Secteur des services.** Cette session sera consacrée aux implications d'une libéralisation accrue des échanges de services, aux contraintes et opportunités propres à certains secteurs

comme le tourisme et les TIC ainsi qu'aux instruments disponibles pour accéder aux financements et atténuer les risques.

Participants

11. Ce forum s'adresse en priorité aux représentants des pays, institutions et organisations suivants :

- 12. décideurs et représentants d'entreprises dans les agences gouvernementales *ad hoc* des pays membres de la CEMN (Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Georgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Russie, Serbie et Monténégro, Turquie et Ukraine). Seront notamment invités à participer les organismes de promotion des échanges, de l'investissement et des PME ;
- représentants du secteur privé, y compris les grands investisseurs de la région CEMN et les organisations du secteur (chambres de commerce, associations professionnelles, etc.) ;
- organisations internationales telles que la BAD, la BEI, la BERD, la CE, la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU), le groupe Banque mondiale mais aussi des organisations régionales comme la Black Sea Trade and Development Bank (Banque du commerce et du développement de la mer Noire – BSTDB).

13. Près de 300 personnes devraient ainsi participer à ce forum régional, dont :

- des délégations des 12 pays membres de la CEMN (décideurs et représentants des entreprises) ;
- une délégation du secrétariat de l'OCDE (indépendamment de l'unité chargée de l'organisation du forum, les directions invitées sont l'Agence internationale de l'énergie, la direction des Affaires financières et des entreprises, la direction de la Gouvernance et du développement territorial et la direction des Échanges) ;
- des représentants de diverses organisations régionales et internationales ;
- des représentants d'agences officielles et du secteur privé du pays hôte.



Hellenic Business Council



PROGRAMME PROVISoire

FORUM RÉGIONAL SUR

**« LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA RÉGION
CEMN »**

Conjointement organisé par

LE HELLENIC BUSINESS COUNCIL

et

LE CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

SOUS LES AUSPICES DU MINISTÈRE GREC DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

24-25 février 2005, Thessalonique, Grèce

Hôtel Holiday Inn

Monastiriou 8 - Thessaloniki, 54629

Tél. : +30-2310-563100

Télécopie : + 30-2310-563101

Courriel : info@hithessaloniki.

JEUDI 24 FÉVRIER 2005

CADRE POLITIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA RÉGION CEMN

9.00 – 9.15	ACCUEIL DES PARTICIPANTS <i>SE M. Evaripidis Stylianidis, vice-ministre des Affaires étrangères, Grèce</i> <i>M. Kiyo Akasaka, secrétaire général adjoint, OCDE</i> <i>M. Panayiotis Koutsikos, président, Hellenic Business Council et président en exercice, BSEC Business Council</i> <i>Mme Louka T. Katseli, directrice, Centre de développement de l'OCDE</i>
SESSION I – PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES POUR LA RÉGION CEMN	
9.15 – 10.45	<i>Président :</i> SE M. Anthony Courakis, ambassadeur de Grèce près l'OCDE <i>Discours d'ouverture :</i> SE M. Evaripidis Stylianidis, vice-ministre des Affaires étrangères, Grèce <i>Principaux intervenants :</i> SE M. Mikhael Jabarov, vice-ministre du Développement économique, république d'Azerbaïdjan (à confirmer) M. Andrey Kondakov, directeur, département de la coopération économique, ministère des Affaires étrangères (à confirmer) M. Andrew Vorkink, directeur-pays pour la Turquie, Banque mondiale M. Nikos Efthymiadis, président, Efthymiadis Group of Companies, président, Conseil consultatif économique pour l'Europe du Sud-Est <i>Discussion générale</i>
10.45 - 11.00	Pause café

SESSION II – PERSPECTIVES DE COOPÉRATION INTER-ENTREPRISES DANS LA RÉGION CEMN

<p>11.00 – 13.00</p>	<p><i>Président :</i> Dr Costas Masmanidis, secrétaire général, BSEC Business Council</p> <p><i>Interventions de membres du conseil du BSEC Business Council :</i></p> <p>M. Panayiotis Koutsikos, président, Hellenic Business Council et président en exercice, BSEC Business Council, Grèce</p> <p>M. Edmond Karaxho, secrétaire général, chambre de Commerce et d'industrie d'Albanie</p> <p>M. Samson Özararat, membre du conseil, BSEC Business Council, Arménie</p> <p>M. Adil Husseinov, vice-président, chambre de Commerce et d'industrie de la république d'Azerbaïdjan (à confirmer)</p> <p>M. Bojidar Bojinov, président, chambre de Commerce et d'industrie de Bulgarie (à confirmer)</p> <p>M. Gheorghe Cucu, président, chambre de Commerce et d'industrie de Moldavie (à confirmer)</p> <p>M. George Cojocaru, président, chambre de Commerce et d'industrie de Roumanie, BSEC Business Council</p> <p>M. Aleksandr Amerhanov, président, chambre de Commerce et d'industrie de Taganrog, membre du conseil, BSEC Business Council, fédération de Russie</p> <p>M. Goran Vlaovic, vice-président, chambre de Commerce et d'industrie de Serbie, Serbie et Monténégro</p> <p>M. Gennady Chizhykov, président, chambre de Commerce et d'industrie de Donetsk, Ukraine</p> <p>M. Halil Kulluk, président, Intekno, ancien membre du conseil, BSEC Business Council, Turquie</p> <p><i>Discussion générale</i></p>
<p>13.00 – 14.30</p>	<p>Déjeuner parrainé par la Black Sea Trade and Investment Bank (Banque du commerce et de l'investissement de la mer Noire – BSTIB)</p> <p><i>Orateur principal :</i> M. Mustafa Gürtin, président, conseil des directeurs et président, Black Sea Trade and Development Bank (BSTDB)</p>

SESSION III – L’ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES : QUEL RÔLE POUR DES POLITIQUES D’APPUI AUX ÉCHANGES ET À L’INVESTISSEMENT ?	
14.30 – 16.30	<p>Président : <i>SE M. Altai Efendiev, ambassadeur, secrétaire général adjoint, secrétariat international permanent de la CEMN</i></p> <p>Principaux intervenants : <i>M. Gokhan Akinci, responsable, FIAS</i></p> <p><i>M. Declan Murphy, directeur de programmes, Investment Compact pour l’Europe du Sud-Est, OCDE</i></p> <p><i>M. Claudio Viezzoli, Southern and Eastern Europe and the Caucasus Business Group (BERD)</i></p> <p><i>M. Shota Makatsaria, vice-président, chambre de Commerce et d’industrie de Géorgie</i></p> <p><i>M. Mike Ahern, président et porte-parole, Foreign Investors Council, Serbie et Monténégro</i></p> <p><i>Discussion générale</i></p>
16.30 – 16.45	Pause café
SESSION IV – RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS ET BONNE GOUVERNANCE. LEÇONS DE L’EXPÉRIENCE	
16.45 - 18.30	<p>Président : <i>M. Thanos Veremis, directeur général, International Centre for Black Sea Studies (ICBSS)</i></p> <p>Intervenants principaux : <i>M. Kartlos Kipiani, responsable du bureau de la fonction publique, république de Géorgie</i></p> <p><i>M. Andreas Herdina, chef d’unité, European Neighbourhood Policy direction chargée de l’élargissement, Commission européenne</i></p> <p><i>M. Stéphane Jacobzone, administrateur principal, division de la gestion et de la réforme réglementaires, Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, OCDE</i></p> <p><i>Dr Stanchev Krassen, Institute for Market Economics, Sofia, Bulgarie</i></p> <p><i>M. Charles Kovacs, président, groupe de travail du BIAC sur l’Europe du Sud-Est, vice-président du conseil de surveillance, SPB Investment Limited</i></p> <p><i>Discussion générale</i></p>
20.30	<p>Dîner parrainé par l’Union des armateurs grecs (EEE)</p> <p>Orateur principal : <i>Nikos Efthimiou, président, EEE</i></p>

VENDREDI 25 FÉVRIER 2005

ACCROÎTRE LA COOPÉRATION INTER-ENTREPRISES DANS DES SECTEURS SPÉCIFIQUES

SESSION V – INFRASTRUCTURES, TRANSPORTS ET COMMUNICATION

9.00 – 10.30

Président : *M. Pierre Daures, directeur général adjoint, groupe Bouygues*

Principaux intervenants : *Mme Sanna Kuukka, responsable de la coopération dans la mer Noire, unité chargée des réseaux trans-européens, DG Énergie et transport, Commission européenne (à confirmer)*

M. Haydar Ozkan, secrétaire général, BSEC Union of Road Transport Associations

M. Cumhur Atilgan, directeur général, RODER, Turquie

M. Panayiotis Vourloumis, président, Organisation hellénique des télécommunications (OTE), Grèce (à confirmer)

M. Nick Barclay, responsable principal de prêts, Banque européenne d'investissement (BEI)

Discussion générale

SESSION VI – LE SECTEUR MANUFACTURIER

10.30 – 12.00

Président : *M. Dimitros Simeonidis, président, Fédération des industries de Grèce septentrionale*

Principaux intervenants : *M. Odysseas Kyriakopoulos, président, Fédération des industries grecques*

M. Turgut Soysal, directeur, Production and Technology Group, Arçelik A.Ş.

Mme Nina Cainarean, économiste, Centre for Social and Economic Research Foundation, Moldavie

M. Federico Bonaglia, économiste, Centre de développement de l'OCDE

M. Pantelis Economou, directeur général, Delta Group of Companies

Discussion générale

12.00 - 12.15

Pause café

SESSION VII – LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

12.15 – 13.30

Président : *M. Raphael Moissis, président du conseil, Public Gas Corporation S.A. (DEPA)*

Principaux intervenants : *M. Emmanuel Bergasse, administrateur, Europe centrale et Europe du Sud-Est, Agence internationale de l'énergie (AIE)*

M. Marcello Colitti, président, Conseil consultatif international pour le projet d'oléoduc paneuropéen

Dr Michael Myrianthis, directeur du département des relations internationales et membre du conseil, Hellenic Petroleum SA

	<i>(HELPE)</i>
	<i>Discussion générale</i>
13.30 – 15.00	Déjeuner parrainé par Hellenic Petroleum SA (HELPE) <i>Orateur principal : M. Efthimios Christodoulou, membre du conseil, Hellenic Petroleum SA</i>
SESSION VIII – LE SECTEUR DES SERVICES	
15.00 – 17.00	<i>Président : M. Charalampos Tsarouchas, secrétaire général, Black Sea Trade and Development Bank (BSTDB)</i> <i>Principaux intervenants : Mme Nora Dihel, administrateur, direction des Échanges, OCDE</i> <i>Mme Auliana Poon, directeur général, Tourism Intelligence International (à confirmer)</i> <i>M. Alexander Poghossian, directeur général, Alpha Plus Consulting, Arménie</i> <i>M. Roberto Lorenzon, chef du bureau New Europe, Koçbank-Unicredit, Turquie</i> <i>M. Beat Heggli, AMGI (à confirmer)</i> <i>Discussion générale</i>
17.00 - 17.15	<i>Pause café</i>
CONCLUSIONS	
17.15 – 18.00	<i>Président : Dr Dimitrios Germidis, président pour la Grèce du Forum francophone des affaires, ancien gouverneur de la Banque nationale de Grèce</i> <i>Principaux intervenants : Dr Costas Masmanidis, secrétaire général, BSEC Business Council</i> <i>Mme Louka T. Katseli, directrice, Centre de développement de l'OCDE</i>
18.00	Fin du forum